

versé en politique pour conclure que si son parti était faible dans le dernier Parlement, dissous l'automne dernier, il l'est encore davantage dans le nouveau. De plus, il est facile de prouver que la majorité des électeurs qui ont voté pour un seul parti aux dernières élections, n'ont pas voté pour le parti libéral, mais pour le parti libéral-conservateur, dont le très honorable Arthur Meighen est le chef. Voici les faits. Quant au parti progressiste qui comprenait, dans le dernier Parlement, quelque soixante membres, il n'en compte plus aujourd'hui que vingt-sept, y compris toutes les couleurs de progressistes, les travaillistes et les nationalistes. J'ai passé toute ma vie à la campagne, j'ai assisté à un grand nombre de ventes aux enchères et lu bon nombre d'affiches se rapportant à ces ventes et où étaient énumérés les articles offerts au plus fort enchérisseur; mais jamais je n'ai vu une affiche aussi alléchante que le discours du trône qui nous a été soumis cette année et qui évidemment a été dicté par les différents groupes qui constituent la majorité de trois à neuf dont dépend le parti libéral.

Dans ces circonstances, si nous ajoutons foi aux paroles prononcées par le premier ministre à Richmond Hill, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que le Gouvernement, dans les conditions actuelles, jouisse d'une stabilité quelconque. S'il était vrai qu'avant les dernières élections le Gouvernement ne pouvait pas fonctionner avec succès, il est évident qu'il le peut encore moins aujourd'hui, alors que sa majorité dépend de trois ou quatre députés qui ne se lèvent même pas lorsque l'on chante l'hymne national. Je ne suis pas disposé à approuver par mon vote, un bill tendant à mettre une somme quelconque à la disposition du gouvernement actuel; et je désire qu'il soit bien compris que telle sera l'attitude du sénateur de Bedford, aussi longtemps que l'administration du pays restera entre les mains de ceux qui la détiennent aujourd'hui. La dette du Canada est une question sérieuse. Elle a augmenté de plusieurs millions et la taxe individuelle est si élevée que notre contribution aux revenus du pays est une entrave à notre développement, étant donné que notre pays est limitrophe des Etats-Unis. Je n'hésite pas à dire que la dette du Canada et la taxe qui pèse sur nous augmenteront encore sous le régime actuel et que le budget ne sera équilibré qu'en augmentant les impôts d'une façon ou d'une autre. Vous verrez, honorables messieurs, que le Gouvernement fera surgir une apparente diminution quelconque; mais cette histoire n'est pas nouvelle et la réduction, si minime soit-elle, ne profitera pas

au pays. Nous voyons le Gouvernement offrant sous forme de traités qui nous empêchent de balancer notre budget, des contrats aux pays étrangers. Je n'ai pas la prétention d'être un financier, mais lorsque je désire avoir des renseignements concernant la finance, je m'adresse aux personnes les plus averties. On m'a dit l'autre jour, que nos traités avec l'Italie, la France et l'Espagne, pays d'où nous importons des articles de luxe, ne nous permettent pas de faire payer de droits à ceux qui font usage de ces articles et qui ont les moyens de les acheter. Nous privons, par le fait même, le pays, d'un revenu d'au moins \$40,000,000 par année; et cependant, nous avons, plus que jamais, besoin d'une telle source de revenus pour alléger le fardeau qui pèse sur le peuple du Canada. Nous avons aussi signé des traités avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces derniers étant de date récente, les pays intéressés n'ont pas eu encore le temps de s'emparer de nos marchés aussi largement qu'ils le feront plus tard. L'autre jour, je parlais à une personne qui a un intérêt prépondérant dans quelques-uns des grands abattoirs de Montréal, et je lui demandai ce qu'il y avait de nouveau. "Sénateur Pope" me dit-il, "je viens d'acheter 2,000 agneaux à 16 cents $\frac{1}{2}$ la livre, livrés à mes abattoirs au cours du mois de mai prochain. L'automne dernier, j'avais acheté des agneaux du Canada et ils m'ont coûté 24 centins la livre". Et ce n'est que le commencement; la première porte d'entrée est ouverte dans un temps où nous avons nous-mêmes un si grand besoin de ces marchés. J'ai déjà dit ici, et je répète que la tendance des deux partis, depuis quelques années, a été vers la réduction des tarifs; et cette tendance a toujours été contraire à mes vues. Je suis tout aussi convaincu aujourd'hui qu'autrefois d'avoir raison de lutter contre toute diminution de protection envers nos industries nationales. Nous pourrions faire usage de notre règlement relatif au déversement des produits sur notre marché, mais notre Parlement actuel est sous la domination d'une demi-douzaine de groupes de diverses nuances et il en résulte que les marchandises étrangères sont déversées sur le Canada pendant que notre population se déverse aux Etats-Unis pour y chercher des moyens d'existence.

Je désire aller un peu plus loin. Notre dernière élection a eu lieu dans la province de Québec comme dans les autres parties du Dominion. J'espérais que dans cette province nous aurions une élection réelle; que les différentes politiques y seraient discutées et qu'on ne ferait aucune allusion aux choses du passé.